



Les opinions antisémites en France après la Seconde Intifada

Nonna Mayer

► To cite this version:

Nonna Mayer. Les opinions antisémites en France après la Seconde Intifada. La revue internationale et stratégique, 2005, La société française et le conflit israélo-palestinien, 58, pp.143-150. hal-01322659v1

HAL Id: hal-01322659

<https://sciencespo.hal.science/hal-01322659v1>

Submitted on 27 May 2016 (v1), last revised 3 Oct 2017 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RÉSUMÉ ABSTRACT ➡

/ **Nonna Mayer** est directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF). Elle peut être contactée à l'adresse e-mail suivante : nonna.mayer@sciences-po.fr

Les opinions antisémites en France après la seconde Intifada

À partir de données de sondage, cet article relativise la thèse d'un nouvel antisémitisme fondé sur la diabolisation d'Israël et du sionisme et porté par une extrême gauche radicale et tiers-mondiste. En France, les opinions antisémites déclarées sont plutôt en recul, la réprobation envers les actes antijuifs va croissant, et c'est toujours à l'extrême droite du champ politique que la proportion et la progression des opinions judéophobes sont le plus marquées.

Evolution of Anti-Semitism in France after the Second Intifada

With help of information collected from surveys, this article puts into perspective the theory of a new anti-Semitism, based on the demonisation of Israel and Zionism, conveyed by the far extreme left and the supporters of the Third World. In France, expressed anti-Semitic opinions are losing ground while the disapproval of acts against the Jews is growing. It is still in the far extreme right that the number and the progression of anti-Semite opinions are the most important.

Les opinions antisémites en France après la seconde Intifada

/ Nonna Mayer Directrice de recherche au CEVIPOF

Dans le conflit du Proche-Orient, l'opinion publique française, telle que la mesurent les sondages périodiques de l'institut BVA (tableau 1), penche nettement du côté des Palestiniens. De manière générale, les Français expriment plus de sympathie pour leurs positions que pour celles des Israéliens (respectivement 34 % et 13 % des réponses). La responsabilité pour l'escalade de la violence est trois fois plus souvent imputée à Ariel Sharon qu'à Yasser Arafat (35 % contre 12 % des réponses). Le chef de l'Autorité palestinienne est vu comme « le héros d'une résistance nationale » plutôt que comme « le chef d'un mouvement terroriste » (43 % contre 27 % des réponses). Et, depuis le début de la seconde Intifada, la proportion de sympathisants de la cause palestinienne a quasiment doublé, passant de 18 % en octobre 2000 à 34 % en novembre 2004, alors que la sympathie pour les Israéliens est restée stable autour de 13-14 % (tableau 1).

➡ **Tableau 1** Les opinions des Français sur le conflit israélo-palestinien (%)

QUESTION : « D'une manière générale, sans penser particulièrement aux derniers événements, avez-vous davantage de sympathie pour les positions des Israéliens ou pour celles des Palestiniens ? »	Oct. 2000	Déc. 2001	Avr. 2002	Nov. 2004
Pour les positions des Israéliens	14	9	16	13
Pour les positions des Palestiniens	18	19	30	34
Autant pour les uns que pour les autres	14	13	10	11
Ni pour les uns ni pour les autres	38	37	28	27
Ne sait pas	16	22	16	15

« Selon vous qui de Yasser Arafat ou d'Ariel Sharon porte la responsabilité principale dans l'escalade de la violence au Proche-Orient ? »	Avril 2002	Novembre 2004
Yasser Arafat	20	12
Ariel Sharon	32	35
Aucun des deux	5	5
Les deux	25	30
Ne sait pas	18	18

Sondages réalisés par l'Institut BVA auprès d'échantillons nationaux représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus (N=1 000).

La France est-elle, pour autant, comme l'a déclaré à plusieurs reprises le chef du gouvernement israélien, « antisémite » ? L'image négative d'Israël retentit-elle sur celle des Français juifs ? Assiste-t-on, sous couvert d'antisionisme, à la naissance d'une forme insidieuse d'antisémitisme ? C'est la thèse qu'argumente Pierre-André Taguieff dans *La nouvelle judéophobie* ainsi que dans *Prêcheurs de haine*¹, reprise par Jean-Christophe Rufin dans son rapport au ministre de l'Intérieur². À la différence de l'antisémitisme classique visant l'ensemble des sémites, Juifs et Arabes confondus, cette « nouvelle judéophobie » serait spécifiquement dirigée contre les Juifs. Au-delà des cercles de l'extrême droite, elle serait portée à la fois par les milieux de l'islamisme radical et par une extrême gauche anti-impérialiste et tiers-mondiste, diabolisant Israël et exaltant la résistance palestinienne. Et ce nouvel antisémitisme, qui se présente comme un antiracisme, se développerait dans une relative indifférence, sans susciter de fortes contre-mobilisations, comme par exemple celle observée lors de la profanation du cimetière juif de Carpentras, en 1990.

Les actes antisémites en France

On note effectivement dans l'Hexagone une hausse sans précédent d'agressions antisémites qui coïncident avec le début de la seconde Intifada et l'aggravation du conflit israélo-palestinien (graphique 1). Les statistiques du ministère de l'Intérieur publiées chaque année par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)³ font état, pour l'année 2004, de 970 faits dont 200 actions violentes (« atteintes aux personnes ou aux biens ») et 770 menaces (« graffitis, tracts, actes d'intimidation »), soit le niveau le plus élevé jamais enregistré en France par cet instrument. Depuis 2000, les actes et menaces à visée antisémite sont majoritaires dans le total des faits racistes recensés sur le territoire (graphique 1). Ils en

1. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002 ; ainsi que *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Paris, Mille et une nuits, 2004.

2. Jean-Christophe Rufin, *Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme*, Paris, Ministère de l'Intérieur, 19 octobre 2004. Ce rapport est disponible sur Internet à l'adresse suivante : http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/c/c2_le_ministere/c21_actualite/2004_10_19_rufin/rapport_Rufin.pdf, consulté le 30 mars 2005.

3. Voir le détail des actions et menaces dans le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), *La lutte contre le racisme et la xénophobie. Rapport d'activité 2004*, Paris, La Documentation française, 2005, disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/054000193.shtml>, consulté le 4 avril 2005.

représentaient 37 % en 1999, ils atteignent 82 % en 2000, 51 % en 2001, 71 % en 2002, 72 % en 2003 et 62 % en 2004 (graphique 2).

Par ailleurs, le profil des agresseurs a changé. Si jusqu'ici l'extrême droite était presque exclusivement à l'origine de ces violences, depuis 2000 la majorité des auteurs identifiés sont des jeunes en révolte contre la société, largement issus de l'immigration maghrébine, « originaires de quartiers dits sensibles, souvent délinquants de droit commun par ailleurs »¹ et particulièrement réactifs au contexte international. Les pics de violence correspondent très exactement aux débuts de la seconde Intifada (septembre-octobre 2000), à l'opération « Rempart » menée par Israël dans le camp de réfugiés de Jénine (avril 2002), et à l'intervention américaine en Irak (mars-avril 2003) (graphique 1). Le rapport 2004 de la CNCDH souligne que « les événements du Proche-Orient ont ainsi conduit nombre de jeunes à faire ostensiblement état d'une identification avec des combattants palestiniens censés symboliser les exactions dont eux-mêmes s'estiment victimes dans la société occidentale »². On note aussi une explosion de sites Internet et une diffusion croissante de la littérature antisémite, actualisant les stéréotypes éculés de crimes rituels et le mythe du complot juif mondial³.

Ces agissements sont toutefois le fait d'une minorité d'individus, et l'analyse des sondages, notamment ceux qui sont effectués tous les ans pour la CNCDH, montre que l'opinion publique française dans son ensemble n'est pas antisémite.

Les Français sont-ils antisémites ?

Tout d'abord, on n'observe aucune tolérance de la société française à l'égard des actes racistes en général et antijuifs en particulier, bien au contraire. Jamais ces actes n'ont été si sévèrement condamnés. Le sentiment dominant est que les tribunaux ne sont pas assez sévères, surtout pour ce qui est des profanations de cimetières et des dégradations de lieux de culte (tableau 2).

➡ **Tableau 2** Opinions sur la sévérité des tribunaux en 2004 (%)

QUESTION : « À votre avis, les tribunaux français condamnent-ils actuellement pas assez sévèrement, trop sévèrement ou juste comme il faut ? »

	Pas assez sévèrement
Les profanations contre des tombes et les dégradations de cimetières	72
La dégradation d'un lieu de culte <i>comme une synagogue</i> [Split A]*	64
La dégradation d'un lieu de culte <i>comme une mosquée</i> [Split B]*	62
Les déclarations publiques à caractère xénophobe, raciste ou antisémite	60
L'agression à <i>caractère antisémite</i> d'une personne [Split A]*	57

1. CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. Rapport d'activité 2003*, Paris, La Documentation française, 2004, p. 52-53.

2. *Ibid.*, p. 51-52.

3. Voir le très bon dossier réalisé par René Monzat pour *Ras l'Front*, n° 104, février-mars 2005, p. 12-13.

L'agression à caractère antimaghrébin d'une personne [Split B]*	57
Les insultes à caractère raciste	56
Les actes qu'ils ont à juger	54

Sondage BVA/CNCDH effectué du 22 au 26 novembre 2004 auprès d'un échantillon national de 1 036 personnes représentatives de la population vivant en France et âgée de 18 ans ou plus.

* Split : La moitié de l'échantillon se voit poser la question A, l'autre moitié la question B, de manière aléatoire

L'attitude à l'égard de la tenue de propos racistes comme « sale Juif » ou « sale Arabe » est encore plus frappante. Entre 2002 et 2004, la proportion d'interviewés qui pensent que les personnes qui s'expriment ainsi doivent être condamnées a régulièrement augmenté, passant respectivement de 59 à 81 % (pour « sale Juif ») et de 47 à 67 % (pour « sale Arabe »), soit une hausse spectaculaire d'une vingtaine de points. La demande de sanctions est enfin maximale à l'égard des responsables de publications racistes ou antisémites. 85 % de l'échantillon estime que le responsable d'une publication ayant diffusé un texte raciste ou antisémite doit être poursuivi par les tribunaux, et le taux monte à 89 % dans le cas du responsable d'un site Internet. Si les actes et les incitations antisémites se multiplient, ils ne bénéficient en aucun cas de l'indulgence de l'opinion publique.

D'autre part, sur le long terme il n'y a pas progression des opinions hostiles à l'égard des Juifs. Le sentiment qu'ils sont des citoyens à part entière a plutôt progressé. En 1946, un peu plus du tiers de la population adulte considérait qu'un Français d'origine juive était « aussi Français qu'un autre Français »¹. À l'automne 2000, plus des deux tiers des personnes interrogées estimaient que « les Juifs sont des Français comme les autres »². Depuis 2002, la proportion s'est stabilisée à 89 %. L'idée qu'un candidat à la présidence de la République soit juif ne choque plus³. Quant à l'idée que « les Juifs ont trop de pouvoir »⁴, elle est rejetée par une proportion croissante des personnes interrogées, avec un pic de réponses négatives à 66 % après le séisme du 21 avril 2002 (tableau 3).

➡ **Tableau 3** Adhésion au stéréotype « Les Juifs ont trop de pouvoir en France »

%	1988	1991	1999	2000	2002/1	2002/2	2003
Tout à fait d'accord	9	10	10	11	8	9	9
Plutôt d'accord	12	11	21	23	16	15	14
Total d'accord	21	21	31	34	24	25	23

1. Sondage IFOP pour le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), 13-20 février 1946 (N=1 132).

2. Sondage Louis Harris pour le rapport 2000 de la CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. Rapport d'activité 2000*, Paris, La Documentation française, 2001.

3. En mai 2000, 87 % des Français affirment que la judéité n'aurait pas d'influence sur leur vote (sondage Sofres pour *Le nouveau mensuel*, voir Sofres, *L'état de l'opinion 2001*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 281). En 1966, un sur deux affirmait qu'il éviterait d'avoir un président juif (sondage IFOP pour le *Nouvel Adam*), en 1978 un quart (sondage IFOP pour VSD), et en 1990 le fait d'apprendre qu'un candidat est de confession juive inciterait moins d'un sur dix à voter pour un autre candidat (sondage Sofres pour *Passage*).

4. Version très euphémisée du mythe de la toute-puissance des Juifs véhiculé par les *Protocoles des Sages de Sion*, faux célèbre fabriqué par la police du Tsar, qui « dévoilait » l'existence d'un complot planétaire. Voir la nouvelle édition dirigée par Pierre-André Taguieff, *Les Protocoles des Sages de Sion. Faux et usages d'un faux*, Paris, Berg International/Fayard, 2004.

Plutôt pas d'accord	19	16	30	30	33	32	27
Pas du tout d'accord	33	33	27	25	28	34	33
Total pas d'accord	52	49	56	54	61	66	60
Sans réponse	27	30	13	12	15	9	17
Total	100	100	100	100	100	100	100

Enquêtes CEVIPOF/SOFRES 9-20 mai 1988, OIP 17 juin-3 juillet 1991, Louis Harris/CNCDH 17 au 17 novembre 1999 et 12 au 12 novembre 2000, Panel électoral français 2002 vague 1 (8-20 avril) et vague 2 (15 au 15 mai), enquête CEVIPOF/ BVA sur la laïcité, novembre 2003.

Par ailleurs, le rejet des Juifs continue le plus souvent à aller de pair avec le rejet des autres minorités. Plus la personne interrogée adhère au stéréotype du pouvoir juif, plus elle a une image négative de l'islam, plus elle a des opinions négatives à l'égard des « autres » quels qu'ils soient, Noirs, Maghrébins, immigrés et étrangers, moins elle se montre choquée par les discriminations à leur égard et plus elle est encline à croire à la supériorité de certaines races sur d'autres, envers les Noirs et les Maghrébins par exemple. L'antisémitisme, comme le montrent régulièrement tous les travaux sur le racisme, s'inscrit dans une attitude plus générale d'ethnocentrisme, au sens de valorisation de l'entre soi et rejet de la différence, qu'elle soit ethnique, religieuse ou culturelle¹. Ceux qui estiment que les Juifs ont trop de pouvoir n'aiment pas non plus les Arabes, ni les musulmans, ni les immigrés. Ces préjugés racistes et antisémites se développent en priorité dans les mêmes milieux, chez des personnes peu instruites, en situation d'insécurité économique et d'infériorité sociale, qui font des minorités le bouc émissaire de leurs problèmes. Ainsi, l'adhésion au stéréotype du pouvoir des Juifs culmine chez les ouvriers, les sans diplômes, les chômeurs, quelle que soit la période considérée.

Enfin, si ces préjugés se rencontrent sur tout l'éventail politique, ils sont toujours plus développés à droite qu'à gauche. C'est, encore et toujours, à l'extrême droite, pas à l'extrême gauche, que l'on trouve le plus de racistes et d'antisémites, chez les proches du Front national (FN) et les électeurs de Jean-Marie Le Pen (tableau 4).

► **Tableau 4** Adhésion au stéréotype « Les Juifs ont trop de pouvoir en France » selon l'orientation politique

%	1988	2002
Vote présidentiel au 1^{er} tour		
Extrême gauche	21	18
Gauche	20	18
Droite	20	24
Extrême droite	37	37

1. Entre une échelle d'ethnocentrisme (alpha de Cronbach 0,81) combinant des questions sur la perception des immigrés, leur apport à la culture, les discriminations envers les Noirs et les Maghrébins, la croyance en l'inégalité des races humaines et le sentiment de ne plus être chez soi comme avant en France et les réponses à la question sur le pouvoir des Juifs, la corrélation mesurée par le R de Pearson est de 0,44.

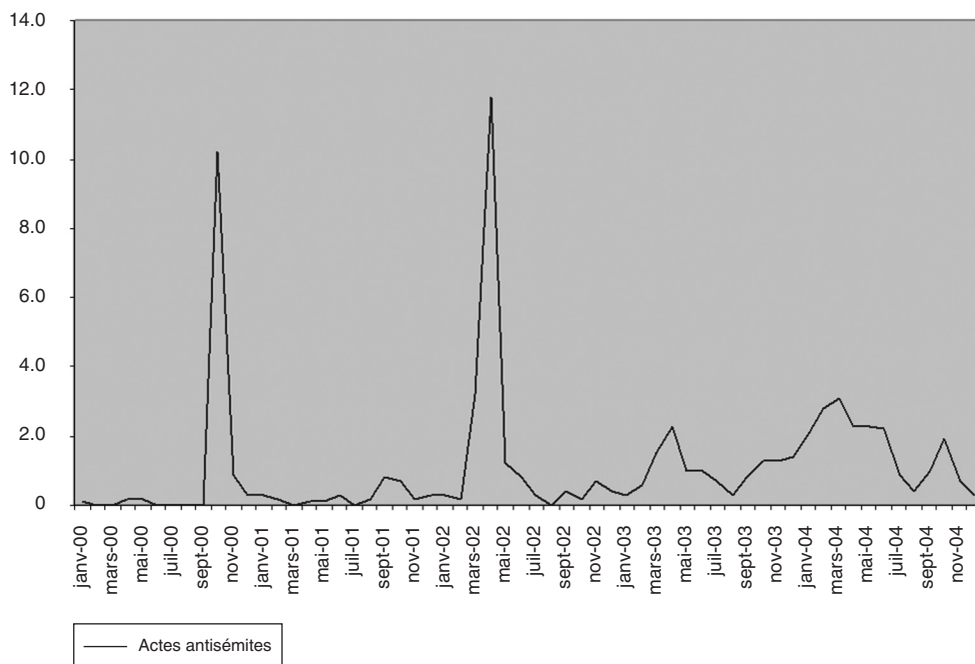
Proximité partisane		
Extrême gauche	19	18
PC	27	22
PS	20	18
UDF	19	20
RPR	25	28
FN	40	40
Total	21	25

Enquête post électorale CEVIPOF 1988, Panel électoral français 2002 vague 2 (post-2^e tour)

Le sondage est un instrument imparfait. On manque de questions plus précises pour distinguer ce qui relève, au-delà de la réprobation manifestée à l'égard du gouvernement Sharon et de sa politique dans les Territoires palestiniens, de l'antisionisme au sens de refus du droit d'Israël à l'existence, de l'antijudaïsme dans sa dimension religieuse, du négationnisme et de la banalisation de la Shoah, et de l'antisémitisme au sens ordinaire de racisme comme préjugé contre des personnes identifiées comme juives. Et pour analyser en profondeur le retentissement affectif du conflit israélo-palestinien dans l'Hexagone, en tenant compte des multiples manières qu'il y a de se vivre comme Juif, Arabe ou musulman, il faudrait faire des entretiens non directifs, des tests projectifs, de l'observation participante.

Avec leurs limites, les sondages sollicités montrent cependant que, malgré la détérioration de l'image d'Israël, malgré la multiplication des violences contre les Français juifs, leurs écoles, leurs lieux de culte, l'antisémitisme au sens classique de préjugé contre les Juifs — malgré les apparences — ne progresse pas, bien au contraire. Et il ne semble pas, pour lors, avoir fondamentalement changé de nature. Il touche les mêmes milieux qu'hier, et il reste plus fréquent à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche du champ politique.

➡ Graphique 1 Actes antisémites (2000-2004)



➡ Graphique 2 Poids comparé des actes et menaces racistes et antisémites

